

Iran/Etats-Unis L'assassinat de Soulaïmani, pas de quoi générer une guerre

Par Abdelhak Bassou

Résumé

Ce papier tente, aux vues de l'état actuel des relations entre les Etats-Unis et l'Iran et des conjonctures qui traversent la région et le monde d'aujourd'hui, de prospecter les pistes d'évolution de la tension ambiante. S'achemine-t-on vers une guerre ? Quels en seront les acteurs ? Quelle en seraient la nature et les limites et, surtout, quels en seraient les impacts, sur la région et sur le monde ?

Les réactions sont jusqu'à présent mitigées et se limitent aux formules diplomatiques consacrées, appelant à la maîtrise de soi et à la modération. De Moscou à Berlin, on appelle à la temporisation avec un timide parti pris pour l'un ou l'autre des antagonistes. Certaines parties du monde gardent le silence. Mais, si les événements venaient à se précipiter et si le conflit prenait des allures plus dangereuses, les neutralités résisteraient-elles ? Irait-on vers un conflit plus généralisé ? Qui soutiendrait l'Iran ? Qui soutiendrait les Etats-Unis ?

INTRODUCTION

Flash-back, Téhéran, Benghazi et Bagdad : le traumatisme

Le 4 novembre 1979, moins d'un an après la proclamation de la République islamique d'Iran, marquée par la destitution du Shah, Mohammed Reza Pahlavi, et le

retour du guide de la Révolution, l'Ayatollah Khomeiny, les « étudiants musulmans dans la ligne de l'imam Khomeiny » investissent l'ambassade américaine de Téhéran et prennent en otage les 52 membres du corps diplomatique.

Cette action était exécutée en guise de dénonciation de l'exil politique accordé, le 23 octobre 1979, par les Etats-Unis au Shah dont les assaillants demandaient l'extradition vers l'Iran. Le président Carter refuse

cette demande et gèle les avoirs officiels iraniens dans les banques américaines. Il rompt les relations diplomatiques avec l'Iran, impose des sanctions économiques à ce pays et menace d'une intervention militaire si les sanctions économiques n'amènent pas de résultats. L'intervention annoncée eut lieu Le 25 avril 1980. Les Américains lancent ainsi une opération pour la libération des otages, mais celle-ci tourne à l'échec. Sur les quatre hélicoptères engagés, trois tombent en panne et le quatrième entre en collision avec un avion de transport de troupes, tuant huit soldats américains. Ce fut, là, la première opération d'envergure et le premier échec des commandos de la force Delta, force créée en 1977 et basée à Bragg en Caroline du Nord¹.

Le 11 septembre 2012, une centaine de personnes manifestent devant le bâtiment qui abrite la mission diplomatique provisoire américaine à Benghazi, en Libye. Certains des manifestants étaient armés et quelques-uns parmi eux prennent d'assaut au lance-roquette le bâtiment où se trouvait l'ambassadeur Christopher Stevens, venu à Benghazi pour l'ouverture d'un centre culturel américain. Le diplomate américain y trouvera la mort.

Le 31 décembre 2019, l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, en Irak, a été prise d'assaut par des centaines de manifestants pro-iraniens. Des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés aux cris de « mort à l'Amérique ». Ce n'est que le 1er du mois de janvier suivant que les membres des milices démontent leurs tentes et quittent les lieux, ayant estimé qu'ils avaient remporté un grand succès. L'attaque de l'ambassade américaine était, selon les assaillants, une réaction au raid américain mené le 29 décembre contre une unité des Kataeib Hizbollah. Raid qui avait laissé quelques 25 morts parmi les combattants de l'unité.

Exorciser le trauma : la réponse disproportionnée

Cette dernière attaque qui touchait l'ambassade américaine à Bagdad, avait certainement réveillé dans l'inconscient américain le spectre des deux affaires précédentes, celle de Téhéran et de Benghazi. Deux événements considérés comme des échecs de l'entreprise diplomatico-sécuritaire des USA et qui ont traumatisé

1. La force Delta s'est par la suite rattrapée par des opérations menées de main de maître. Les commandos de la force ont neutralisé Ben Laden en 2011, à Abbottābād au Pakistan. C'est également cette même force qui a mené le raid contre Abou Bakr Al Baghdadi. La force Delta relève de la Joint Special operations command (JSOC).

l'opinion publique américaine quant à la sécurité des légations diplomatiques de l'Amérique à l'étranger.

L'affaire de Benghazi et, surtout, celle de Téhéran, présidaient certainement au processus de décision des responsables américains, Trump en tête, lors de la gestion de la réponse à l'attaque de l'ambassade de Bagdad. L'échec n'était pas permis et la malédiction qui frappait les Américains dès qu'il s'agissait de leurs légations à l'étranger devait être exorcisée. Il n'était pas question pour Trump d'essayer le même échec que Carter en 1980 à Téhéran et qu'Obama en 2012 à Benghazi.

Connu pour ses excès, le président Trump va chercher à transposer le traumatisme de l'autre côté. Les Iraniens, qui ont humilié Carter en 1980 et qui ont commandité l'attaque contre l'ambassade à Bagdad devaient, alors, pour le président américain, avoir mal dans leur chair, être touchés au plus profond de leur être. Il donne son accord pour tuer celui que les Iraniens et tous les autres chiites considéraient quasiment immortel ; l'artisan des succès de la projection iranienne dans la région ; le patron de toutes les milices chiites, du Pakistan (Zaynabyoun) jusqu'au Liban (Hizbollah), en passant par l'Afghanistan (Fatimyoun), le Yémen (Ansarallah) et l'Irak (Hachd-Al-Chaabi). Kacem Soulaïmani fut ainsi tué et, avec lui, celui qui est allé le recevoir à l'aéroport, Abou Mehdi Al Mouhandis, commandant opérationnel du Hachd-Al-Chaabi.

Pour l'Iran, la perte du patron des Gardes révolutionnaires est une plaie très profonde, une amputation d'un organe vital dont tous les remplaçants ne peuvent faire que figure de prothèse. Au-delà de la désignation rapide d'Ismaïl Qa'ani et des menaces de vengeance et de toutes les formules habituelles dans de pareilles circonstances, l'Iran est acculé, coïncé et son embarras n'a d'égal que sa douleur et son humiliation. Comment venger une personnalité aussi importante que Soulaïmani ?

Non seulement les relations entre l'Iran et les Etats-Unis sont suspendues à la nature de la réaction iranienne, mais toute la stabilité de la région en dépend. Une région déjà mouvementée et proie aux tourmentes et qui risque de s'embraser.

Une réponse iranienne mitigée

Le 8 janvier, cinq jours après l'élimination du général Kacem Soulaïmani, l'Iran riposte en tirant des missiles contre deux bases abritant des soldats américains en

Irak. Une salve de 22 missiles vise la base aérienne d'Ain al-Assad et une autre située dans la ville kurde d'Irbil. Ces attaques qui n'ont pas fait de victimes humaines se sont limitées à la destruction de quelques hangars et des matériels divers.

L'interprétation de cette réponse divise les cercles du pouvoir en Iran. Pour le ministre iranien des Affaires étrangères, l'Iran a répondu à l'agression américaine : "L'Iran a pris et terminé des mesures proportionnées d'autodéfense conformes à (...) la Charte de l'ONU en attaquant une base d'où ont été lancées des attaques lâches contre nos citoyens et officiers de haut rang. Nous ne cherchons pas l'escalade ou la guerre, mais nous nous défendrons contre toute agression". Par contre, pour le guide suprême iranien il s'agit d'une simple gifle à l'ennemi américain ; les tirs ne sont pas la véritable réponse. La même idée est reprise par le chef de la Force aérospatiale des pasdarans, Amir Ali Hajizadeh, qui affirme que ces tirs marquent le commencement d'une série d'attaques dans toute la région. Ils « ne sont qu'un début ». Le même responsable déclare que les tirs iraniens n'avaient pas pour objectif de tuer des soldats américains mais d'endommager la « machine militaire » des États-Unis. La mitigation des interprétations données à l'attaque exprime un certain malaise dans les sphères du pouvoir iranien, où des divergences continuent de diviser les modérés réformistes et les conservateurs radicaux.

Ce même malaise apparaît dans le comportement du pouvoir iranien dans l'affaire de l'avion ukrainien abattu avec ses 176 passagers, le même jour de l'attaque des bases américaines. Trois jours durant, le régime s'est ingénié à repousser la thèse liant le crash de l'avion ukrainien au tir d'un missile iranien, avant d'admettre, finalement, qu'il s'agissait d'une erreur humaine et que l'avion a bien été abattu " par erreur " par un missile iranien.

Notre analyse sera scindée en deux parties :

- La première concernera le changement des règles d'engagement dans le conflit entre Washington et Téhéran. Elle soulignera les dangers des nouvelles règles du jeu entre les deux belligérants ;
- La seconde traitera des dimensions que pourrait prendre la crise, si celle-ci n'est pas traitée par la communauté internationale à temps et de manière adéquate.

Changement des règles d'engagement par les deux belligérants

Conflits et règles d'engagement

D'après le "Manuel San Remo"² « Les règles d'engagement, en anglais Rules of Engagement (RoE), sont promulguées par les autorités compétentes et aident à délimiter les circonstances et les limites à l'intérieur desquelles les forces militaires peuvent être employées pour atteindre leurs objectifs... Quelle que soit leur forme, les RoE autorisent et/ou imposent des limites à l'égard de certains aspects, notamment l'emploi de la force, la position et les dispositifs des forces et l'emploi de certaines capacités précises ». Dans certaines doctrines, les RoE sont définies comme la désignation d'un objectif ou la description de circonstances d'intérêt militaire et la définition corrélatrice du niveau maximum autorisé d'action ou de réaction militaire à appliquer pour atteindre l'objectif désigné ou se comporter dans les circonstances décrites.

Ces règles, que certains médias appellent par abus de langage "les règles du jeu", fixent, parfois tacitement entre les belligérants, des lignes rouges que chacune des parties se garde de dépasser. Ces règles déterminent, ainsi, l'intensité des conflits en permettant de les circonscrire dans des dimensions contrôlables. Elles sont les garantes d'une continuité entre le politique et le militaire, dans la mesure où elles permettent au politique de dimensionner les interventions ou les réponses militaires³.

Plus ces règles sont restrictives et moins les conflits sont intenses et dangereux.

Moins elles tracent de contraintes ou de conditions, plus elles augmentent l'intensité des conflits et favorisent les probabilités de confrontation.

Dans un passé récent, nous retiendrons comme

2. Le "Manuel de Sanremo sur les Règles d'Engagement" a été produit en 2009 par l'Institut international de Droit humanitaire et est disponible en ligne sur : <http://iihl.org/wp-content/uploads/2017/11/ROE-HANDBOOK-FRENCH-2.pdf>

3. Ceci n'est pas sans rappeler la fameuse phrase de Clemenceau : « La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires. »

exemple illustratif la décision turque quant à ces règles d'engagement dans le conflit syrien. Depuis la destruction d'un de ses avions de reconnaissance par un missile sol-air syrien au-dessus de la mer Méditerranée le 22 juin 2012, la Turquie avait annoncé qu'elle changeait ses règles d'engagement et considérerait tout avion syrien en approche comme une menace pour sa sécurité et l'abattrait. Les anciennes règles turques n'autorisaient de cibler des avions étrangers de combat que s'ils violaient l'espace turc. L'élargissement du concept de la menace à la position d'approche au lieu de la violation de l'espace, avait provoqué l'incident du 24 novembre qui a consisté en la destruction d'un Soukhoï Su-24 russe par un F-16 turc à la frontière turco-syrienne dans la zone du mont Turkmène, et les conséquences désastreuses évitées de justesse entre la Turquie et la Russie.

L'Iran bouscule les règles d'engagement en usant de l'anonymat

Jusqu'à l'assassinat qui a coûté la vie à Kacem Soulaïmani, les Etats-Unis avaient appliqué à l'égard de l'Iran des règles d'engagement qui visaient à éviter la guerre. Ils ont, à plusieurs reprises, cherché à calmer les ardeurs de leur allié israélien, quand ce dernier planifiait des attaques directes sur des cibles iraniennes en Iran. Si l'Administration américaine avait parfois donné un demi-feu vert aux attaques israéliennes sur des objectifs iraniens en Syrie, elle n'a, par contre, jamais validé les plans d'attaques sur des sites en Iran. De Reagan à Trump, les présidents américains ont toujours répondu modérément aux harcèlements iraniens, en ayant généralement recours à des mesures de rétorsion économiques, plutôt qu'à des actions militaires.

Cependant, cette attitude durant les quatre décennies passées semble être interprétée par les autorités iraniennes comme une constante de la stratégie militaire américaine envers l'Iran. Elles ont, en conséquence, multiplié les actions, soit contre des bâtiments de guerre américains dans le golfe arabo-persique, soit contre les intérêts des alliés arabes des Etats-Unis dans la région. Les USA répondent généralement de manière à éviter toute escalade militaire. En janvier 2017, le destroyer USS Mahan s'était limité à tirer une fusée éclairante, en signe d'avertissement, à un bateau des Gardiens de la révolution iranienne qui s'en approchait. Le 25 juillet de la même année, un patrouilleur de la marine américaine a tiré des coups de semonce à l'adresse d'un vaisseau iranien des Gardiens de la révolution islamique, qui s'était approché à moins de 140 mètres.

De telles actions sont, d'après les observateurs de la région, vécues au quotidien dans les eaux du golfe, mais les règles d'engagement imposaient, des deux côtés, d'éviter tout acte de guerre, les deux belligérants restent généralement en deçà des lignes rouges.

Ces lignes avaient commencé pourtant à se faire plus floues du côté iranien, lorsque les Etats-Unis se sont retirés du deal sur le nucléaire iranien et qu'ils avaient renforcé leurs sanctions contre l'Iran, notamment en matière de vente de pétrole. L'Iran adopte un slogan, "si nous ne pouvons pas vendre notre pétrole, les autres ne le pourront pas aussi". Les Iraniens ne tardèrent pas à joindre le geste à la parole :

- Le 12 mai 2019, une attaque avait visé quatre pétroliers aux alentours du port de Fujairah dans le golfe d'Oman, par où transite une partie conséquente des exportations mondiales d'hydrocarbures. Les attaques ne sont pas revendiquées.
- Le 13 juin de la même année, deux pétroliers, norvégien et japonais, ont été la cible, dans la même zone, d'une attaque d'origine indéterminée.

Carte des deux attaques.



Source : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/13/la-marine-americaine-assiste-deux-navires-attaques-dans-le-golfe-d-oman_5475675_3210.html

- Le 14 septembre, deux sites pétroliers majeurs de Saudi Aramco ont été attaqués par des drones en Arabie saoudite. L'attaque est revendiquée par les Houtis du Yémen, mais plusieurs preuves présentées

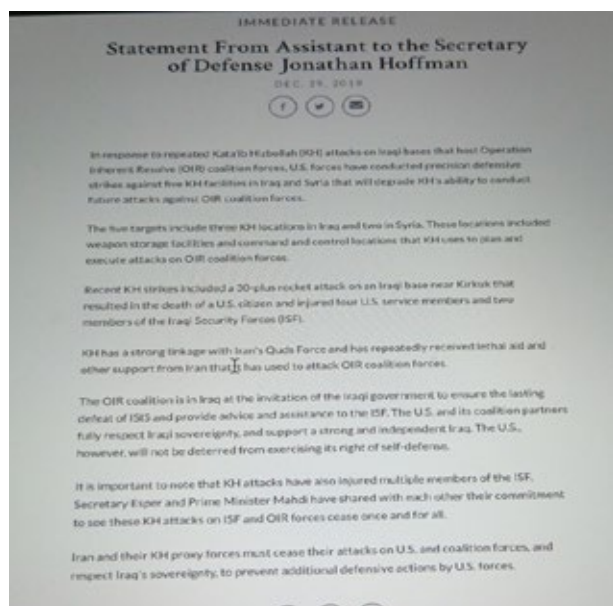
par les Saoudiens montrent la main iranienne derrière cette opération.

De l'avis de plusieurs observateurs, l'Iran, qui usait de l'anonymat pour ne pas paraître agir en marge du droit et donner, ainsi, raison à la thèse américaine, envoyait des messages aux Etats-Unis, testaient les portées et limites de leurs réponses et bousculait les règles d'engagement, sans avouer les changer.

Pour des raisons de politique interne et de géopolitique, Trump décide, à son tour, de changer les règles d'engagement

Le 27 décembre 2019, Kataeib Hizbollah, un mouvement pro-iranien, avait lancé plus de 30 roquettes contre la base militaire irakienne de Kirkuk (nord), tuant un sous-traitant américain et blessant quatre militaires américains et deux soldats irakiens. Sachant que ces milices ne peuvent agir sans l'aval de l'Iran⁴, les Américains étaient convaincus que l'Iran testait la portée de leur réponse s'il venait à s'attaquer directement à leurs bases en Irak.

Le communiqué de l'assistant du secrétaire d'Etat à la défense souligne la relation entre les Kataeib Hizbollah et la Force al Quds

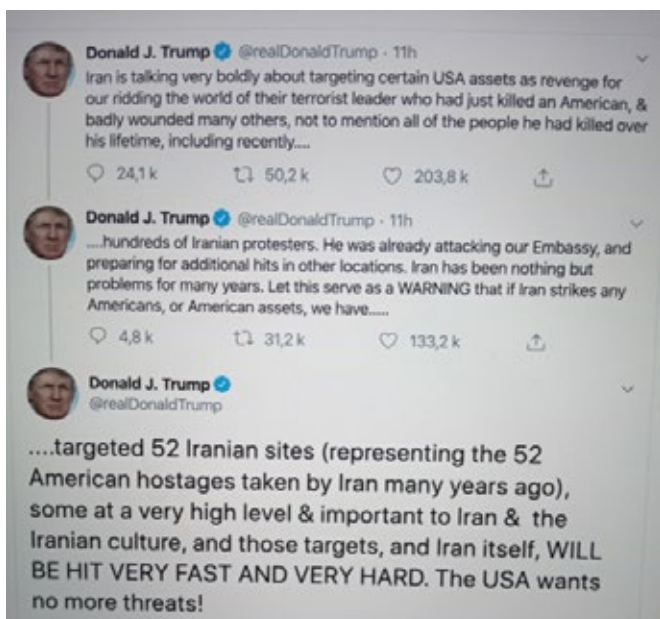


Pour le président Trump, qui fait face à des difficultés internes, l'incident qui a touché directement des intérêts et des citoyens américains, ne pouvait rester impuni. Il décide de frapper les bases des Kataeib. Le 29 décembre, l'armée américaine mène une opération contre cinq sites du Kataeib Hezbollah (KH) en Irak et en Syrie, faisant une trentaine de morts. A la réplique américaine, l'Iran répond par une mobilisation de tout le Hachd-Chaabi qui encercle et attaque l'ambassade américaine à Bagdad. Cette phase de l'escalade, qui menace une ambassade, réveille un souvenir douloureux pour les Américains (voir Introduction). Trump décide alors de changer sérieusement les règles d'engagement. L'armée américaine inclut directement dans son rayon d'actions les cibles iraniennes. La permission fut donnée pour éliminer le Généralissime iranien, une permission qui change les "règles du jeu", et les Iraniens se rendent compte que les Américains peuvent aller loin dans les représailles militaires.

- Le changement est perceptible dans le langage du président américain et dans ses actions : Alors que les Iraniens s'appêtent à célébrer les funérailles du puissant Général iranien Kacem Soulaïmani et de son principal lieutenant dans le pays, les États-Unis ont lancé un nouveau raid aérien contre une unité de la milice pro-iranienne en Irak. Le message est clair : L'assassinat de Soulaïmani est un début et non une fin ; les Etats-Unis agiront désormais contre les milices en Irak, et Téhéran devra se tenir loin de cette question. Le message s'adresse, également, aux milices : l'Iran ne pourra plus vous défendre, au risque de se voir menacé dans sa propre sécurité.
- La menace contre l'Iran se précise et Donald Trump use de Twitter pour le faire comprendre aux Iraniens. 52 de leurs sites⁵ constituent une banque de cibles, et pourraient être détruits, rapidement et violemment (voir ci-après tweets datant du 4 janvier).

4. Voir le communiqué diffusé par l'assistant du secrétaire d'Etat à la défense : <https://www.defense.gov/Newsroom/Releases/Release/Article/2047960/statement-from-assistant-to-the-secretary-of-defense-jonathan-hoffman/>

5. Le président américain précise que le chiffre 52 correspond au nombre d'otages que l'Iran avait retenus en 1979. Pour lui, l'Iran payera même pour des actions antérieures.



La guerre pointe à l'horizon : quels scénarii pour le futur

Les Etats-Unis ont déjà entamé la politique du pire. En assassinant Kacem Soulaïmani, ils savent pertinemment qu'il s'agit d'un acte de guerre auquel l'Iran ne peut, en dépit de son pragmatisme notoire et de sa patience stratégique reconnue, se permettre de ne pas répondre. La véritable question réside, en effet, dans la réaction iranienne. Les Iraniens se contenteront-ils des missiles lancés contre les bases américaines, comme le soutient la diplomatie iranienne, ou iront-ils plus loin, comme l'affirment le guide suprême et les militaires.

Est-ce que l'action américaine est une simple démonstration de force, comme veulent le croire certains anciens responsables européens, qui considèrent que Trump est loin de vouloir aller en guerre ? Ou, au contraire, s'agit-il d'un changement de la politique américaine envers l'Iran et que les sanctions économiques seraient dorénavant assorties de représailles militaires, sinon contre l'Iran, du moins contre ses bras armés. Serait-ce, enfin, une bataille limitée autour de l'Irak, où chacun des deux pays tente de faire sortir l'autre et où les Américains n'hésiteraient pas à user de la force contre les Iraniens ?

En dépit de l'attaque d'Ain Al Assad, la réponse iranienne n'est pas encore définie

Deux tendances se dégagent du discours officiel iranien : l'une privilégiant une réponse militaire d'envergure, à la hauteur de l'offense subie du fait de l'assassinat du Général Soulaïmani. Les tenants de cette tendance sont conscients du danger qu'encourt l'Iran de par l'ampleur des représailles américaines, en cas de réponse iranienne forte. Ils comptent en partie jouer la carte de leurs alliés parmi la communauté internationale, qui, une fois le conflit attisé, arriveraient à convaincre les Américains de ne pas aller loin dans leurs représailles et sauveraient, ainsi, l'Iran d'une défaite humiliante. D'un autre côté, ils comptent sur le fait que Donald Trump, plus occupé par le souci des élections, serait prêt à tempérer même si la réponse iranienne est importante. Pour s'attaquer aux USA, l'Iran visera toutes les structures militaires en présence dans la région et utilisera tous ses bras armés dans la région. Si cette option devait l'emporter, l'attaque des missiles contre la base d'Ain Al-Assad ne serait qu'une entrée en matière, et les Iraniens, ou leurs proxys, s'efforceraient de préparer et d'exécuter un grand attentat contre des Américains.

Pro-Iraniens à utiliser.



Cibles américaines potentielles



L'autre tendance qui se dégage en Iran joue le long terme, en usant de procédés juridiques et politico-militaires, pour obtenir le départ des Américains de l'Irak. Les tenants de cette option voient en la conjoncture actuelle une opportunité de réaliser le rêve iranien de mettre fin à la présence américaine, non seulement en Irak, mais dans toute la région. Ils sont encouragés par la résolution votée le 5 janvier 2020 par le parlement irakien⁶, appelant à mettre fin à l'accord irako-américain qui constitue la base juridique de la présence américaine en Irak. Les milices chiites pro-iraniennes, fortes de la décision du parlement entreprendraient alors des actions socio-politiques et militaires pour obliger les Américains à sortir de l'Irak. Cette option demandera du temps et risque de voir les groupes armés sunnites et les résidus de Daech se réorganiser et donner du fil à retordre au gouvernement chiite de Bagdad. D'ores et déjà, les responsables américains affirment que la résolution ne change rien quant à leur présence en Irak, et Donald Trump affirme que ses soldats ne quitteraient le pays que si l'Irak s'acquitte des frais de la base américaine installée dans le pays. Le président américain menace l'Irak, également, de sanctions économiques. C'est cette option qui semblerait remporter l'adhésion des Iraniens et leurs proxys, à en croire le discours de Hassan

6. Cette résolution n'oblige pas le gouvernement irakien à prendre des mesures. Le parlement vote des lois et n'a pas de résolution ou de décision à prendre, d'autant plus que le gouvernement actuel, démissionnaire, ne fait que liquider les affaires courantes. De plus, il fut boycotté par une large partie des Sunnites et par les Kurdes. Seul 170 députés (la moitié du parlement) ont participé au vote. La résolution est donc un fait symbolique qui permet aux milices chiites de légitimer leurs éventuelles attaques contre les intérêts américains.

Nasrallah, leader du Hezbollah⁷.

Côté américain : Prier et multiplier les menaces pour que l'Iran tempère

Depuis l'assassinat de Kacem Soulaïmani, le président Trump et son secrétaire d'Etat ne cessent de multiplier les déclarations, le premier via tweeter et le second devant la presse. Les autres membres de l'Administration américaine, l'armée et la Central Intelligence Agency (CIA), restent derrière les rideaux. Ne sont-ils pas d'accord avec la décision d'éliminer le Général iranien, ou simplement tenus par la discipline dans la communication ? difficile de savoir.

Le président américain et son secrétaire d'Etat semblent se partager les rôles :

- Trump ne cesse de multiplier les menaces et promet l'apocalypse à l'Irak, si jamais Téhéran s'aventure à venger la mort de Soulaïmani en s'attaquant aux Etats-Unis ou à leurs intérêts, que ce soit dans la région ou partout ailleurs dans le monde. Il précise le nombre de sites à viser, spécifie la nature disproportionnée de la réponse, précise la sophistication des armes qui seront utilisées et insiste sur l'intensité et la force des frappes qu'il assènera à l'Irak. Après l'attaque des Iraniens contre la base d'Ain Al Assad, il se résigne pourtant à minimiser la portée de l'action iranienne, et se limite à de nouvelles sanctions économiques.
- Mike Pompeo, lui, explique la décision de tuer le commandant de la brigade Al Quds prise par son pays. Il rappelle les crimes commis par le Général Soulaïmani et les différentes formes d'escalade menées par l'Irak ces dernières années. Son argumentation est assortie des efforts déployés par les Etats-Unis pour combattre Daech en Syrie et en Irak, et n'hésite pas à rappeler les conséquences désastreuses qu'une réponse iranienne pourrait attirer dans la région. Il tente d'isoler l'Irak.

7. Dans un discours fleuve retransmis par les médias chiites le 12 janvier, Hassan Nasrallah affirme que l'attaque contre la base d'Ain Al Assad n'est qu'une gifle. La véritable réponse à l'assassinat de Soulaïmani n'est pas une attaque, mais un processus qui doit aboutir à l'éloignement des forces américaines de la région.

Les sorties médiatiques des deux responsables américains semblent dissuader l'Iran de toute réponse qui obligerait les Américains à aller en avant dans l'escalade. Ils tentent de limiter cette réponse à l'attaque contre la base américaine. Car, en effet, le meilleur scénario pour Trump et Pompeo serait que l'Iran se limite à l'attaque déjà exécutée, tempérer ses ardeurs de vengeance et opter pour des formes de réponse autres que militaires.

Conclusion

Face aux considérations internes, les deux parties optent pour la désescalade. Retour aux anciennes règles d'engagement.

Au vu de leurs situations à l'interne, Américains et Iraniens tentent de désamorcer la crise, tout en campant sur leurs positions d'hostilité mutuelle. Chacune des parties interprète son action comme une victoire sur l'autre, mais s'abstient de toute initiative pouvant conduire à une guerre.

Pour le président américain, qui fait face à une forte opposition du congrès et qui entame une année de campagne électorale, la meilleure stratégie serait de capitaliser la situation présente. Il est le seul président qui en plus des sanctions économiques, a "osé" s'attaquer à l'Iran par une action militaire qui la vise directement. L'Assassinat d'une personnalité militaire est facilement assimilable à un acte de guerre, même s'il est exécuté à

l'étranger. Il peut donc se présenter aux Américains pour sa deuxième campagne en brandissant cette performance et en avançant être le candidat capable de protéger les Américains contre les menaces étrangères.

Le régime iranien a également tout intérêt à geler la situation, eu égard à sa situation interne. Les protestations de la population montent d'un cran, sinon quantitativement du moins dans leur radicalisation. Les étudiants qui ont manifesté dans plusieurs villes iraniennes ont demandé le départ du guide suprême qu'ils ont qualifié de "tueur", en faisant allusion à l'avion ukrainien abattu. Ils ont déclaré leur amitié avec les USA et Israël, en clamant que le véritable ennemi du peuple est le clergé des mollahs. Au niveau régional, l'Iran commence à être de plus en plus décrié en Irak. A l'international, le monde, Russie compris, blâment l'Iran dans l'affaire du Boeing 737 ukrainien.

Il est, donc, très improbable de voir une escalade entre les USA et l'Iran durant l'année 2020, les deux clans continueront à se harceler mais en retournant, au niveau militaire, aux anciennes règles d'engagement. Certains proxys Irakiens ou libanais de l'Iran peuvent tenter de manière contrôlée de s'attaquer à des intérêts américains mais sans atteindre des niveaux nécessitant des réponses américaines fortes.

Le seul risque de cette année pour le régime iranien ne pourrait venir que de l'intérieur ; le régime reste debout, mais semble vaciller sous le poids des sanctions et de la situation économique que refuse de subir une génération jeune ; sans lien affectif ou d'allégeance envers la révolution de Khomeiny.

À propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma